



OSER AGIR ET TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ

**RAPPORT
D'ORIENTATIONS
2014-2021**



Sommaire

- 4 *Texte fondateur / préambule*
- 8 *Introduction*
- 10 NOTRE REGARD SUR LE MONDE
 - 11 **Le système capitaliste actuel met en péril notre société et notre environnement**
 - 15 **Et entraîne un redéploiement des inégalités**
 - 18 **L'accès de tous au pouvoir : un combat permanent**
 - 20 **Un regard sur le changement des rapports sociaux et des modes de vie**
 - 23 **Notre méthode d'action : agir en mouvement d'éducation populaire**
- 24 NOS PROPOSITIONS POUR CHANGER LE MONDE
 - 25 **Le MRJC : un mouvement acteur éducatif dans une visée de transformation sociale**
 - 27 **Le MRJC : un mouvement acteur du développement des territoires**
 - 28 **Le MRJC : un mouvement qui se dépêche de ralentir**
- 30 *Glossaire*



RAPPORT D'ORIENTATIONS 2014 – 2021

Adopté par l'assemblée générale
nationale d'orientations
du 6 juillet 2014



**TEXTE
FONDATEUR**

Nous avons entamé notre démarche de réflexion sur les Orientations 2014 du MRJC depuis septembre 2011. Nous avons porté notre réflexion à la fois sur le projet politique, sur notre modèle organisationnel, sur notre modèle économique et sur nos principes fondateurs. Pour ces derniers, nous sommes repartis des affirmations élaborées lors des dernières périodes d'Orientations de 2000 et 2007. Nous inscrivons nos travaux dans cette continuité. Nos principes fondateurs étaient alors au nombre de trois et se déclinaient de la manière suivante : notre rapport aux autres, notre fondement chrétien et notre action de transformation sociale. Aujourd'hui, nous faisons le choix de proposer un seul texte fondateur. Pour nous, ces trois principes ne sont pas distincts, ils sont intimement liés. Liés à une même vision de l'Homme et à une même Espérance. De plus, nous avons fait le choix de les compléter et de les modifier pour qu'ils soient au plus près du projet que nous souhaitons porter. Ce texte fondateur constitue alors le cœur de notre projet, son essence.

Préambule

Le MRJC a 85 ans d'Histoire. On pourrait se dire que l'Histoire dont nous sommes issus, nous jeunes du MRJC, est telle qu'elle est, qu'il ne faudrait pas y toucher. Or, nous avons un devoir de réinventer, d'inventer toujours, de créer, de regarder autour de nous, de résister. Repenser nos Orientations tous les 7 ans, cela pourrait paraître redondant, c'est en fait une nécessité.

Nous sommes le fruit d'une grande Histoire, l'Histoire de notre monde, mais nous sommes aussi le fruit d'une petite

histoire, celle du Mouvement. Nous pourrions être tentés de nous laisser porter et de nous comporter juste en tant qu'héritiers, voire en tant que rentiers. Les biens de ce capital épuisé, de quoi vivrons-nous ? Nous pouvons être fiers d'une histoire, du projet que nous portons, mais si nous ne créons pas à notre tour, ce passé s'épuisera comme une peau de chagrin. Cette histoire du Mouvement nous est confiée à la fois par ceux qui sont passés, mais aussi par ceux qui viendront.

Pour cela, nous devons commencer par définir notre essence, notre point de départ pour l'action, ce qui fait la spécificité du MRJC, nos clés de lecture pour lire et comprendre le monde. Nous présentons ici ce qui nous rassemble, cette vision de l'Homme qui nous unit, sa dignité que nous voulons défendre et l'espérance que nous portons.

C'est à notre tour de faire l'Histoire, de bâtir un devenir commun.

Aujourd'hui, nous voulons exprimer ensemble ce qui fait sens pour nous : notre raison d'être. C'est une parole d'engagement. Il est des moments où le besoin de mettre en mots ce qu'on vit est nécessaire. Il en est de cette importance.

Nous, jeunes du MRJC, nous voulons témoigner de ce que nous vivons, de ce que nous voyons.

Nous ne voyons pas une société constituée d'individus qui se juxtaposent. Nous voyons bien au contraire, des hommes et des femmes, des personnes porteuses d'une histoire, des êtres aux identités plurielles, des personnes faites de complexité et de pluralité. Ces hommes et ces femmes ne sont pas figés les uns à côté des autres, ils ne vivent pas dans leur bulle. Non, ils sont constamment en lien, ils sont en permanence connectés, ils sont capables de coopération, ils sont capables de s'unir pour se battre pour des idéaux, de défendre des valeurs qui leur font sens. Ces hommes et ces

femmes sont constamment en interaction : ils s'influencent alors les uns les autres, ils sont faits des uns des autres, ils sont composés et caractérisés par cette altérité.

Nous, MRJC, Mouvement d'Éducation Populaire, nous voulons témoigner que cette société existe. C'est cette vision des hommes et des femmes que nous voulons défendre.

On nous dit souvent que nous sommes une génération sans repère. Au lieu de nous faire sombrer dans l'immobilisme et de nous paralyser, nous relevons le défi de faire de ce désagrément une chance. Nous faisons le choix d'avancer à tâtons, de ne pas faire de cet avenir qui s'obscurcit un ennemi mais un allié, nous prenons le parti de dire que nous avons de nouveaux horizons à découvrir. Nous voyons cet avenir comme une page blanche où il reste tout à inventer.

Nous ne laisserons pas le pessimisme et le scepticisme nous atteindre, nous faisons le choix de l'optimisme et de l'espérance. Aujourd'hui, nous jeunes du MRJC nous voulons nous battre pour nous permettre de vivre nos rêves, nous voulons oser rêver !

Rêver ne veut pas dire, pour nous, vivre dans une bulle éloignée de toutes réalités. Animés par nos utopies, nous refusons l'illusion de la « pureté solitaire », c'est-à-dire la construction d'un modèle parfait hors du monde. Nous voulons faire vivre le changement là où nous sommes, nous voulons agir avec les différences qui nous entourent, nous confronter à ceux qui ne pensent pas comme nous, titiller et éveiller l'opinion plutôt que d'imposer nos idées. Ainsi nous proclamons vouloir agir dans le monde pour transformer le monde. Nous savons qu'il nous faut lire le monde, essayer de le comprendre, comprendre la place que l'on y occupe et celle que nous souhaitons y avoir.

Nous sommes portés par l'idée que la dignité de l'Homme est définie par des droits égaux et inaliénables. Nous voulons défendre que toute personne, quel que soit son âge, son sexe, son origine culturelle, sociale, ethnique, sa religion, ne peut être privée de ces droits. Ils lui sont dus par le fait même de son existence. Ces droits constituent la source du développement intégral de chaque homme et de chaque femme et de l'humanité dans son ensemble : droit au travail, liberté de réunion et d'expression, droit à la justice, droit à la sécurité sociale, droit au repos et aux loisirs, droit à l'éducation... Ils permettent à chaque homme et chaque femme de s'accomplir dans l'ensemble de sa personne et conduisent à l'émancipation et à la libération de l'être. Or, nous savons aussi que cet idéal pour les hommes et les femmes n'est pas une réalité pour tous, que parfois leur dignité est totalement niée.

A l'heure où la jeunesse souffre du statut qu'on lui donne. A l'heure où la situation économique de nos pays fragilise les hommes et les femmes dans les moindres recoins de leur quotidien. A l'heure où certains pays se battent encore pour tenter de faire émerger la démocratie. A l'heure où nos paysages sont saccagés pour la course au profit et au gain du temps, où le lobby économique vaut parfois plus que la parole de certains citoyens, nous ne pouvons rester inactifs. C'est dans notre quotidien, que la dignité se défend. Car une action aussi petite soit-elle, à l'échelle de chacun de nous, peut faire acte de résistance et peut changer les choses progressivement. Au lycée, en famille, dans notre village, il n'est pas vain d'agir. C'est ici, que commence le refus de l'inacceptable.

Au lycée, en famille, dans notre village, il n'est pas vain d'agir. C'est ici, que commence le refus de l'inacceptable

En tant que chrétiens, en tant qu'humanistes, en tant qu'hommes et femmes tout simplement, nous devons nous engager pour changer cela. La dignité n'est pas un idéal politique lointain, elle doit se vivre au quotidien. Ce refus de l'inacceptable est animé par les valeurs chrétiennes et humanistes que nous portons : le partage, la coopération, la fraternité, la dignité, la justice, l'amour de l'autre et de soi-même. Nous sommes conscients de nos paradoxes, des tensions que nous pouvons porter mais nous souhaitons les mettre en valeur car nous sommes convaincus que c'est ce qui compose notre richesse et notre unicité. Nous sommes un mouvement chrétien et à la culture catholique. Nous sommes un mouvement chrétien mais regroupons une diversité de croyances et de convictions religieuses. Nous sommes à la fois un mouvement chrétien et laïque. Nous sommes fiers d'être les héritiers d'une longue tradition chrétienne, d'une histoire d'action catholique qui est forte d'engagement. C'est cette vision de l'Église que nous souhaitons défendre. Nous sommes un mouvement géré et animé par des jeunes mais nous croyons en la richesse de nous faire accompagner par des personnes plus âgées et à vivre l'intergénérationnel. Nous sommes un mouvement rural mais nous sommes nombreux à avoir les pieds en ville et le cœur à la campagne.

Le monde est fait de pluralités, il en est de même pour nous.

La liberté d'association dont nous jouissons est un bien précieux que nous souhaitons défendre car au-delà de l'engagement politique et de l'organisation collective qu'elle permet, elle est nous fait vivre une expérience collective hors du commun. L'agir-ensemble, nous l'expérimentons tous les jours, a pour moteurs le plaisir et la convivialité : dans un projet local comme dans une instance décisionnelle, la réussite de l'action ne dépend pas seulement d'une cohérence politique, mais aussi du vécu commun et partagé par les personnes.

Certains diront qu'il faut être fou ou inconscient pour penser que nous sommes capables de changer les choses, pour oser penser la société autrement, que l'alternative et la transformation sociale sont des grands mots et des utopies, à ceux-là, nous leur dirons qu'ils sont chanceux car ils nous ont. Oser rêver les choses autrement : c'est notre réalité, notre envie, notre espérance. C'est ce qui fait que nous sommes convaincus de notre action et pourquoi nous voulons permettre à d'autres générations de vivre cet engagement, ces utopies et ces projets à leur tour.

Nous ne voyons pas notre résistance comme un front qui ferait barrage et nous figerait sur place. Nous vivons notre résistance comme un élan créateur.



Projet
politique

Introduction

Depuis 2012, nous avons pris le temps de poser notre regard sur le monde qui nous entoure. Nous l'avons écouté et analysé. Il ne s'agit pas de poser un regard empreint d'objectivité. C'est notre vision de jeunes du MRJC que nous proposons. Nous souhaitons affirmer que nous n'attaquons plus uniquement le libéralisme dans notre société mais bien le système capitaliste. Nous dénonçons les attaques faites à notre environnement et nous nous opposons au mode de vie de croissance infinie dans un monde aux ressources finies. Nous voulons réinvestir l'espace démocratique et œuvrer pour une réelle représentativité des citoyens. Nous voulons aménager et habiter nos territoires* autrement,

y porter plus de justice sociale et y réduire les inégalités qui ne cessent de s'y accroître. Nous prônons un ralentissement dans notre quotidien : dans nos modes de consommation, dans nos rythmes de travail. Nous voulons avoir des espaces d'échanges pour avancer en confiance sur des questions de vie, de foi, de spiritualité, de relations entre les personnes.

Quotidiennement nous entendons, le terme de « crise ». Il est rabâché, utilisé et usé. Crise économique, financière, écologique, éducative, crise de notre modèle de protection sociale, religieuse, politique*. Nous refusons d'utiliser ce concept, de le rendre responsable de tous nos maux. Par définition, parler de « crise » signifierait adhérer à un concept qui suppose un retour à la normale. Nous ne serions donc que dans un état passager avant de revenir à un ancien modèle. Si crise il y a, c'est pour nous avant tout une crise de sens. Nous voulons redonner de la valeur aux choix que nous faisons. Remettre du sens derrière l'action. Nous voyons le « faire société » comme un parcours collectif. A nous, donc, de saisir et de créer ensemble les opportunités porteuses de changements. Nous voulons œuvrer à cette grande métamorphose.

Représentons ce rural* qui nous anime, prouvons que s'y installer ne veut pas dire s'enterrer, montrons que des hommes et des femmes au quotidien se battent pour en faire des espaces vivants, croyons au changement! Ayons l'audace de dire que nous, jeunes de 2014, nous pouvons transformer le monde. Soyons témoins d'une jeunesse* émancipée, qui a foi en l'action collective* et qui s'en nourrit pour changer la société. Agir, transformer la société : voilà le cœur de notre ambition. En marche jeunes militants : c'est l'heure du changement !

Nous, jeunes du MRJC de l'année 2014, nous vibrons actuellement à imaginer le Mouvement de demain. Deux ans que nous nous sommes mis en branle, deux ans que nous réfléchissons ensemble depuis nos sections locales, deux ans que nous rêvons, débattons, proposons, militons. Voici le résultat de deux ans de recherche. Deux années de réappropriation de nos précédentes orientations, pour, dans leur continuité, renouveler notre projet et proposer le changement autrement, y porter plus de justice sociale et y réduire les inégalités qui ne cessent de s'y accroître. Nous prônons un ralentissement dans notre quotidien : dans nos modes de consommation, dans nos rythmes de travail*. Nous voulons avoir des espaces d'échanges pour avancer en confiance sur des questions de vie, de foi, de spiritualité*, de relations entre les personnes.

* Tous les termes suivis d'un astérisque sont définis dans le glossaire page 30. Ces définitions – même si certaines se veulent objectives – sont en grande partie, ce que nous jeunes du MRJC, nous souhaitons promouvoir.



Le système capitaliste actuel met en péril notre société et notre environnement

Par système économique actuel nous entendons un système économique capitaliste, dérégulé et financiarisé. L'économie telle qu'elle est mise en place dans notre monde aujourd'hui est globalisante. Elle structure la société, les relations entre les hommes et les femmes. En cela elle est systémique car elle n'épargne personne. Pouvoir suprême de notre société ayant – trop – peu d'instruments pour la réguler, le système économique actuel met en péril notre société et le respect de la dignité des femmes et des hommes.

L'ÉCONOMIE : QU'EST-CE QUE C'EST POUR NOUS ?

Par économie*, nous ciblons l'ensemble des processus de production, de consommation, de distribution et d'échanges de biens et services. Dans le modèle capitaliste, le travail et le capital sont des éléments qui produisent et créent de la richesse. Cette richesse est inégalement répartie entre les travailleurs (sous la forme : salaires, cotisations sociales), les actionnaires (dividendes, intérêts, etc.) ou l'État (impôt). La répartition inégale de la richesse produite fait l'objet d'un conflit. Ce conflit dépend de l'intérêt défendu par celui qui détient la richesse.

De notre point de vue, cette logique capitaliste a des effets néfastes, d'autant plus qu'aujourd'hui, la mondialisation a permis la

diffusion à l'échelle mondiale de ce système économique : cela globalise l'économie.

La dynamique actuelle de répartition de la richesse entre les personnes et entre les territoires ne permet pas à chacun de subvenir à ses besoins et de vivre dignement. En effet, la richesse est de plus en plus répartie au profit d'une minorité, au détriment de la majorité (1 % des plus riches détiennent en effet 46 % du patrimoine mondial). La financiarisation de l'économie accroît encore plus cette accumulation de la richesse par une minorité d'hommes et de femmes. On entend par là que la finance (la bourse, les banques d'affaires...) déconnecte l'économie réelle (les entreprises de production) des véritables besoins de la société, pour la recherche d'un profit maximal.

D'un point de vue écologique*, le capitalisme* tel que nous le vivons est un non-sens et est

destructeur. La volonté de créer toujours plus de richesses conduit des entreprises à produire toujours plus. Les modes de production et de consommation de nos sociétés nécessitent des ressources infinies. Or, nous vivons dans un monde fini, aux ressources limitées. Les conséquences de ce mode de production destructeur de l'environnement deviennent de plus en plus visibles : dérèglement climatique, épuisement des ressources naturelles, intoxication des cours d'eau, etc. Au sein de cet environnement, tout devient une marchandise : les terres agricoles, l'eau, le vivant (y compris humain), alors que ces éléments sont avant tout des biens communs*. Nous ne pouvons accepter de voir notre environnement mis en danger par des choix économiques. Cela se ressent tout particulièrement sur le développement agricole. Il ne peut continuer tel qu'il est mené actuellement.

UN SYSTÈME ÉCONOMIQUE QUI ÉCHAPPE AUX CITOYENS

Par leur travail, les citoyens sont la base de l'économie. Ce travail prend une place très importante dans la vie des personnes. Il possède un potentiel d'émancipation des hommes et des femmes : il donne un statut, une reconnaissance sociale. Quand ce travail* est rémunéré, alors il devient un emploi*. La logique de marché développée autour de l'emploi dans le modèle capitaliste comporte une dimension aliénante* d'autant plus importante avec la montée du chômage. Cela contribue à mettre les personnes en situation de précarité matérielle et relationnelle. Les hommes et les femmes les plus fragiles sont alors les premières victimes de cette précarité : ce qui ne fait qu'amplifier les inégalités.

La mise en danger de l'environnement et la précarisation croissante des personnes, sont une forme de violence à l'égard des êtres humains, que nous ne pouvons accepter.

L'économie telle qu'elle existe aujourd'hui est le résultat de choix humains. Or, des choix ont été faits dans les dernières décennies pour que l'État et les citoyens aient moins d'emprise sur

l'économie. Le pouvoir politique, qui fait les choix concernant l'organisation de la société, ne paraît plus pouvoir agir dessus, alors que des capacités d'action existent. Les citoyens se sentent alors impuissants face à un système économique qui semble être devenu l'horizon indépassable de notre société.

Notre volonté de promouvoir le respect de la dignité humaine nous pousse à promouvoir d'autres manières de gérer l'économie. Les alternatives existent : à nous de les approfondir et d'en inventer de nouvelles. A nous de faire des choix pour inverser la tendance.

LES IMPACTS DU MODÈLE ÉCONOMIQUE SUR L'AGRICULTURE

Les politiques agricoles actuelles développent un modèle gagnant sans cesse en compétitivité et en productivité par actif. Le revenu des éleveurs est proche de celui du SMIC. Il évolue peu et les inégalités se creusent puisque les céréaliers gagnent en moyenne cinq fois plus que les éleveurs. La dépendance aux subventions est toujours croissante. Les ressources naturelles s'amenuisent et les tensions sont importantes : alors que les énergies fossiles sont aujourd'hui indispensables à l'augmentation de la productivité par actif, comment faire face à la baisse drastique de leurs disponibilités dans les prochaines années ? Il en est de même pour le foncier agricole pour lequel l'accaparement et l'artificialisation des terres sont deux problèmes majeurs, induits par le système économique et renforcés par une mauvaise réglementation de l'usage du foncier. Une partie du foncier part vers l'urbanisation* ou l'agrandissement. Les jeunes en projet d'installation agricole en subissent les conséquences de plein fouet : l'accès au foncier se complexifie et nécessite un apport de capital important.

Des changements sont donc à effectuer. Pour rendre cela possible des aménagements globaux sont à trouver sur la fiscalité, l'accès aux terres et aux capitaux, la teneur des investissements, le modèle économique agricole et la mobilisation de techniques innovantes. Plus que jamais, l'enseignement agricole doit



Nous voulons une agriculture autonome, économe et rémunératrice pour les hommes et les femmes qui en vivent

être moteur de ces changements afin que les agriculteurs de demain construisent leur projet professionnel en prenant en compte les aspects économiques, environnementaux et sociaux mais aussi le territoire dans lequel ils s'inscrivent. Pour cela, le dialogue avec l'éducation populaire est à créer.

Nous ne voulons pas d'une agriculture productiviste qui répond uniquement aux signaux des marchés, aliène les individus et détruit son environnement. Nous ne voulons pas non plus d'une agriculture autarcique, « hors du monde », non-viable qui fasse le choix et la promotion de la pureté solitaire.

Nous voulons donc une agriculture autonome, économe et rémunératrice pour les hommes et les femmes qui en vivent. C'est le choix de fermes génératrices d'emplois, tournées vers leurs bassins de vie, relocalisant leurs productions, fixant la valeur ajoutée territoriale, socialement juste, équitable et vivable.

Il nous faut ménager les ressources environnementales sans compromettre les générations futures et faire en sorte que cette agriculture permette de donner une dignité nouvelle au métier de paysan.

NOUS VOULONS PROMOUVOIR UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES !

La répartition des richesses doit se faire au service de l'intérêt général* et du bien de tous. Alors que se pose de plus en plus la question du sens de notre économie et de l'utilité de ce que nous produisons, nous pouvons mettre en avant d'autres valeurs et modes de fonctionnement. Les principes de l'économie sociale et solidaire* se basent sur des valeurs de solidarité et d'utilité sociale. Elle fait partie de ces alternatives à mettre en œuvre.

Nous voyons bien que le capitalisme dans sa forme actuelle n'est pas indépassable. Nous pouvons le faire évoluer et aller vers un autre mode d'organisation de l'économie. C'est pourquoi nous affirmons notre volonté d'avoir une économie au service de l'Homme. Pour cela, nous devons redire la nécessité de réguler l'économie. Vouloir réguler l'économie, c'est vouloir fixer des règles et les voir appliquées.

C'est ainsi refuser que l'économie soit gérée uniquement par une logique de marché.

Nous voulons permettre à chaque personne de pouvoir s'émanciper* et pour cela d'avoir un parcours sécurisé* tout au long de sa vie. Nous voulons que le développement économique ne puisse jamais se faire au détriment de l'environnement et que celui-ci ne soit pas considéré comme une ressource. Pour satisfaire ces revendications, il nous faut penser et mettre en œuvre une transition* des modes de production et de consommation. Les citoyens doivent reprendre la maîtrise des processus économiques. Le pouvoir politique doit aider à cette reprise en main. Pour changer l'économie, nous avons besoin de citoyens qui soient formés à ces questions et qui soient en mesure de comprendre le monde qui les entoure. L'éducation ne doit pas seulement former des hommes et des femmes employables, mais surtout des citoyens émancipés et acteurs de leur société.



Et entraîne un redéploiement des inégalités

Les constats posés précédemment sur l'impact de l'économie sur notre société nous amènent à la conclusion que nous assistons aujourd'hui à un redéploiement des inégalités. Par « redéploiement » nous entendons le fait que les inégalités s'organisent différemment. En plus d'inégalités existantes qui s'intensifient, certaines mutent et d'autres apparaissent pour devenir plus importantes, ou avec des enjeux différents.

DES TERRITOIRES RURAUX QUI CONNAISSENT UN ACCROISSEMENT DES INÉGALITÉS

Il existe entre les territoires diverses inégalités¹. L'accès aux services publics*, notamment ceux de l'État, est très inégal en fonction du lieu de vie. Il est plus facile d'accéder à un hôpital ou une maternité en ville qu'à la campagne. Dans les espaces ruraux la voiture est indispensable alors qu'en milieu urbain les moyens de transport sont beaucoup plus diversifiés et simples d'accès (métro, tramway, vélo...), impactant la mobilité des personnes vivants sur ces territoires. Les territoires ruraux ne bénéficient pas non plus de la même offre culturelle, qui est souvent beaucoup plus ponctuelle et avec des propositions moins diversifiées. Pour mieux comprendre la spécificité du monde rural*, il est important de mettre en évidence la diversité de ses territoires. D'après

une étude menée par la DATAR², il existe trois grands types de campagne : les campagnes des villes (population jeune, forte influence des métropoles à proximité, densité importante, économie dynamique...), les campagnes agricoles et industrielles (influence des métropoles lointaines, situation économique fragile tournée autour de la sphère agricole et de l'agroalimentaire...) et les campagnes vieillies à faible densité (vieillesse de la population, revenus faibles, accessibilité difficile...).

Pour autant, derrière cette diversité des espaces ruraux, il existe une réelle cohérence et une unité du monde rural. En effet, quel que soit le type de campagnes, les inégalités pointées précédemment sont toujours présentes, mais à des échelles différentes. Ces espaces ruraux sont tous porteurs d'activités économiques, notamment liées au secteur de l'agriculture. Aujourd'hui, les politiques d'aménagement du territoire ne favorisent pas le développement

¹ Cf. l'avis du Conseil Economique et Social Environnemental « La réduction des inégalités territoriales : quelle politique nationale d'aménagement du territoire ? » Décembre 2013, Paul de Viguerie.

² Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR), « La dynamique des espaces ruraux dans la société française : un cadre d'analyse » par P. Perrier-Cornet, Territoires 2020, Mai 2001.

Les jeunes, par leurs modes de vie, sont les révélateurs de la société

de ces activités dans les territoires ruraux. L'aménagement du territoire est souvent synonyme d'urbanisation ou de métropolisation*, pensé uniquement par le développement des villes. Cela amène une iniquité des répartitions, des accès aux biens, aux infrastructures et aux services (concernant le logement par exemple).

Le monde rural est souvent stigmatisé par la société : il est régulièrement appelé « rural profond » ou « diagonale du vide ». Au contraire, la croissance démographique est plus élevée en rural qu'en ville et s'explique par un excédent migratoire³. Cette migration peut être choisie par des personnes qui viennent trouver la tranquillité dans les campagnes ou subie par les personnes en situation de précarité ou de misère sociale car le niveau de vie y est moins élevé. Ces dynamiques démographiques présentent un enjeu sur le développement, l'activité et l'évolution des territoires ruraux⁴.

Les politiques publiques renforcent cette vision du rural négative. Passant souvent pour les « oubliés » des programmes et enjeux politiques, ces « non-dits » accentuent l'impression de vide et d'absence d'initiatives dans ces territoires, comme si le monde rural ne contenait aucune richesse.

Pourtant les initiatives de développement sont nombreuses : les habitants du rural portent beaucoup de projets collectifs, ce qui leur

permet de prendre part au développement de leurs territoires, de les rendre dynamiques. On le voit, le monde rural fourmille d'initiatives collectives : relocalisation de l'économie (circuit court de consommation, vente directe à la ferme...), organisation d'événements culturels (festivals), nouvelles formes de mobilité (mise en place de site ou aire de covoiturage). Ces initiatives favorisent une sociabilité et un climat de vivre-ensemble propre au monde rural. Le monde rural représente donc un lieu de dynamisme pour les populations, mais aussi de création d'activités. Il peut donc être porteur d'un projet de développement favorable à l'émancipation de ses habitants.

LA JEUNESSE MARQUÉE ELLE AUSSI PAR DE – TROP – NOMBREUSES INÉGALITÉS

En plus de ces inégalités de territoires, nous, jeunes du milieu rural, sommes aussi victimes d'inégalités propres à la jeunesse. Nous subissons ces inégalités à cause de notre statut de jeunes, par lequel la société nous caractérise. En tant que jeunes, nous refusons ce traitement particulier.

Les jeunes vivent une précarité croissante : presque un quart d'entre eux sont dans une situation de pauvreté⁵, certains ont des difficultés pour accéder aux soins et à une bonne

qualité d'alimentation. D'après l'enquête « Va y avoir du taf » réalisé par le MRJC en 2012, le regard posé par notre société sur les jeunes est ambigu. D'un côté, elle demande à la jeunesse d'être la génération de demain, porteuse d'un avenir prometteur. De l'autre, elle la stigmatise, en faisant d'elle une génération négligente, contestataire et peu respectueuse. Ces éléments entraînent une défiance des jeunes par rapport aux institutions*. Cette étude nous montre également que les jeunes ressentent un fort a priori sur leur propre génération. Ils ont du mal à croire en eux. Les jeunes, par leurs modes de vie, sont les révélateurs de la société. Les maux de la jeunesse reflètent les maux de la société.

DES INÉGALITÉS QUI SE DÉPLOIENT DANS LE MONDE AGRICOLE

Si l'agriculture a de multiples visages, les hommes et les femmes qui y travaillent font partie intégrante de la société. Au cours des deux dernières décennies, les signaux des marchés, orientés par un paradigme néolibéral, tendent vers une ouverture à la concurrence. Les politiques publiques retenues portent sur une recherche de gains de compétitivité, en privilégiant le développement des avantages comparatifs et la spécialisation des bassins de productions. Néanmoins, d'autres modèles de production existent et des leviers importants sont disponibles grâce aux soutiens publics, aux pratiques collectives et à un travail commun entre société civile et agriculteurs.

La démographie agricole vieillissante⁶ est souvent perçue comme un problème, nous voyons pourtant en elle des solutions. Si le non renouvellement des générations d'agriculteurs et le manque de transmission des exploitations est en effet un problème, l'installation des jeunes en dehors du cadre familial parfois non issu du milieu agricole et bien accompagnés est pour nous une solution. En effet, ces nouveaux agriculteurs sont porteurs de projets novateurs comme le montre une enquête sur le sujet⁷. Aussi, ils sont nombreux à mettre en avant des signes de qualité, une certaine diversification et une recherche de plus-value localisée. La fin du modèle d'agriculture familiale n'est

donc pas une fatalité et d'autres alternatives existent pour renouveler les générations. On parvient même à un certain paradoxe : le taux de chômage n'a jamais été aussi élevé au même titre que les besoins croissants en main d'œuvre agricole.

NOUS VOULONS POSER UN AUTRE REGARD SUR LES TERRITOIRES RURAUX !

Nous ne pensons pas que le redéploiement des inégalités soit une fatalité.

Pour les combattre, nous jeunes du MRJC, voulons des milieux ruraux facteurs d'émancipation pour les habitants, pour la jeunesse et nous permettant à tous d'y trouver notre place et de nous y engager.

Nous choisissons l'équité* entre les territoires et entre les personnes, c'est-à-dire que chacun de ses habitants puissent vivre avec une réponse à ses besoins.

Nous voulons que le monde prenne conscience de l'importance des espaces ruraux dans notre société et notre économie et de l'importance environnementale de les préserver, notamment pour l'agriculture.

Nous voulons des politiques publiques qui prennent en compte la diversité des territoires ruraux et mettent en place des politiques d'aménagement du territoire qui prennent en considération les initiatives portées par les habitants. Nous voulons défendre le fait que la culture, l'animation et la création ont toute leur place dans le monde rural.

Nous voulons que notre parole de jeunes du monde rural dans nos problématiques de vie, nos potentialités et nos actions soit entendue et prise en compte.

Nous voulons la sécurisation des parcours des personnes. Des parcours qui respectent la dignité de chacun quel que soit son lieu de vie.

Nous souhaitons enfin que nous, jeunes du monde rural, soyons regardés autrement, que nous puissions nous exprimer et montrer nos capacités, au-delà du regard communément donné par les médias. Nous ne voulons pas d'un régime particulier qui stigmatise la jeunesse et le monde rural comme un problème, comme un passage obligatoirement difficile.

³ Cf. « *Le dynamisme démographique rural et la périurbanisation* » dans les actes de colloque Industries, Villes et Régions dans une économie mondialisée, de J-A Guieysse et T. Rebourt, juillet 2012.

⁴ Cf. le rapport de l'Inspection Générale des Affaires Sociales « *Pauvreté, précarité et solidarité en milieu rural* », Septembre 2009.

⁵ 23 % des jeunes âgés de 16 à 25 ans sont « pauvres », selon le premier rapport de l'Observatoire de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep), décembre 2012.

⁶ Voir à ce propos les résultats de l'enquête de la MSA sur la démographie agricole en 2012 : <http://www.msa.fr/lfr/web/msa/la-population-des-exploitants-et-chefs-d-entreprises-agricoles-en-2012>, consulté le 21 janvier 2014.

⁷ Enquête réalisée dans le cadre du projet « *Création d'activité agricole par les entrepreneurs hors cadres familiaux : besoins spécifiques, leviers d'action et complémentarité des dispositifs d'accompagnement* ». Enquête pilotée par les Jeunes Agriculteurs et le MRJC, 2013.

L'accès de tous au pouvoir : un combat permanent

UNE DÉFIANCE GRANDISSANTE ENVERS LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE

Aujourd'hui, un des grands enjeux pour notre société se pose autour de l'accès au pouvoir, de son partage et de son exercice. En effet, depuis plusieurs années déjà, le rapport qu'entretiennent les citoyens avec la politique et ses représentants s'étiole et remet en cause le fonctionnement de la démocratie représentative*. Les citoyens ont de moins en moins confiance en des représentants qui se décrédibilisent de plus en plus par des discours et des actes largement teintés d'opportunisme. Le cumul des mandats (dans le temps et en simultanéité) exercés par nos représentants crée une déconnexion avec la réalité des citoyens et de leur territoire. On remarque également un manque criant de mixité sociale⁸ chez nos représentants que ce soit du point de vue du genre largement masculin, de leur niveau d'étude élevé, de leurs hautes origines socio-économiques, de leur âge grisonnant ou de leur origine territoriale urbaine. S'ajoute à cela une médiatisation exacerbée des hommes et femmes politiques qui contribue à leur théâtralisation. À ce niveau-là, les médias ne jouent en aucun cas leur rôle d'outil de prise de recul et de formation, encore moins celui de contre-pouvoir*. Cela s'explique notamment par la dépendance qu'ont les médias vis-à-vis de l'économie (appartenance à des groupes industriels et financiers...). Certains éléments sont très révélateurs de cette crise de la démocratie représentative* :

le vote et son abstention toujours en hausse, la montée de l'extrême droite notamment en milieu rural, le repli identitaire et les comportements individualistes qu'il engendre... Trop souvent, on a tendance à penser que la démocratie* et la vie politique se limitent à l'action du vote. Or, il est primordial de prendre en compte et de faire vivre l'ensemble des lieux qui offrent aux citoyens une place pour l'organisation et l'action collective*, pour les corps intermédiaires* et les contre-pouvoirs. Seulement, il apparaît que ce fossé démocratique et cette crise de la participation citoyenne s'applique à l'ensemble de nos institutions : l'État, l'Europe, l'Église*, l'École, le monde associatif... Ces institutions manquent d'une réelle politique sociale. Nous avons souvent méconnaissance de leur fonctionnement et de leurs actions concrètes.

UNE PARTICIPATION CITOYENNE QUI NE S'ESOUFFLE PAS

Or, nous savons qu'il existe, à toutes les échelles, une multitude d'actions collectives citoyennes : le Forum Social Mondial en affirmant qu'un autre monde est possible avec comme fondement la dignité humaine, les différents mouvements sociaux en donnant à la parole collective une dimension publique, le Forum Français de la Jeunesse en regroupant des organisations de jeunes et permettant de construire et porter une parole commune de la jeunesse, les initiatives locales et les



projets de jeunes dans leur capacité à animer les territoires... Ces actions manquent cependant de médiatisation et de valorisation parce qu'il n'existe pas aujourd'hui de volonté de les mettre en lumière.

Aujourd'hui, le MRJC choisit de relever le défi de l'Engagement. Il existe un enjeu primordial à redonner la capacité à chacun, individuellement et collectivement, de comprendre les rouages des institutions, d'y participer et de prendre part aux décisions. Cela passe par la création d'espaces de formations citoyennes et par l'extension des lieux de participations citoyennes dans toutes les sphères (au sein des collèges, des lycées, de l'enseignement supérieur, des entreprises...). Nous voulons nous battre pour la défense du fait associatif, de son cadre alternatif et de la possibilité qu'il offre aux citoyens d'être acteur de leur territoire. Le fait associatif est un contre-pouvoir, il permet la liberté d'action. De plus, nous ne souhaitons pas nous limiter aux institutions telles que nous les connaissons, mais nous permettre de les repenser.

Au sein de l'Église, nous voulons créer des espaces de débats et être force de propositions. Nous voulons lui permettre de développer ses propositions sociales et de porter le changement pour aller vers une Église qui ressemble à la société toute entière dans sa diversité. Une Église qui fasse le choix d'une conversation avec le monde et non qui s'impose comme vérité. Nous, jeunes du MRJC, nous ne vou-

lons pas proposer une version figée de ce que doit être l'Église et l'imposer aux autres. C'est la même attente que nous avons vis-à-vis de l'institution catholique*. Nous souhaitons être en dialogue avec une Église disposée à s'ouvrir à nos expériences et nos systèmes de valeurs. Nous voulons qu'elle s'ouvre à notre manière de faire vivre l'égalité* entre les hommes et les femmes, à nos pratiques de la vie démocratique et qu'elle respecte les différentes conceptions de couples et de sexualité.

Nous voulons impulser des valeurs de lutte* et d'engagement et les faire vivre face aux valeurs du modèle dominant.

Nous savons que les jeunes ont toujours la volonté de s'engager⁹ et ce pour différentes raisons. Ils ont envie de faire évoluer le monde qui les entoure (dimension altruiste). Ils veulent agir et faire avec d'autres (dimension relationnelle). Pour eux, c'est un moyen d'acquérir de l'expérience, de s'enrichir (dimension utilitariste¹⁰). Seulement, les jeunes s'engagent moins dans les institutions classiques et développent de nouvelles formes d'engagement. Nous souhaitons donc une politique plus volontariste de l'intégration des jeunes dans les institutions et nous affirmons qu'il existe un besoin de reconnaissance des nouvelles formes d'engagement.

Le MRJC a pour ambition de lutter contre la résignation et la perte de croyance dans l'action politique.

⁸ Cf. les résultats de l'Observatoire de la démocratie : <http://www.observatoire-democratie.com/article-6733192.html>, consulté le 21 janvier 2014.

⁹ L'engagement est surtout notable chez les 15-35 ans, avec une hausse de 32% en trois ans. Source : étude France-Bénévolat d'après une enquête IFOP. Juin 2013

¹⁰ Cf. Les trois dimensions de l'engagement développées par Valérie Becquet, sociologue de la Jeunesse.

Un regard sur le changement des rapports sociaux et des modes de vie

Ces mutations regardées précédemment impactent, il est sûr, principalement la sphère publique. Or, elles ne se restreignent pas uniquement à ce champ, elles bouleversent même les relations entre les personnes. Ce sont donc les rapports sociaux* et les modes de vie qui changent à leur tour.

Aujourd'hui, au quotidien il existe peu de lieux pour parler d'éléments constitutifs de nos vies mais qui sont néanmoins essentiels à l'épanouissement des hommes et des femmes. Nous voulons permettre aux jeunes d'avoir des espaces de réflexions autour de : le rapport à la Foi et la spiritualité, l'amitié, les relations amoureuses et la sexualité, l'importance du vivre ensemble*, la convivialité, le plaisir dans l'engagement, l'envie de voyager et la découverte de « l'ailleurs »... Ces éléments relèvent de l'intime pour certains mais ils sont essentiels à l'épanouissement de la personne. C'est dans une perspective de transformation des rapports sociaux et de transformation sociale* que nous avons un devoir d'agir sur ces points.

POUR UNE PRISE EN COMPTE DU « BIEN-VIVRE » COMME UN FACTEUR D'ÉPANOUISSEMENT DANS LA SOCIÉTÉ

Le bien-vivre et l'épanouissement sont des enjeux sociétaux et pas seulement des enjeux personnels. Régulièrement, on exclut les questions de sens, d'amour, d'opinion politique, de sexualité et de bonheur de la sphère publique. On les réserve pour l'espace privé alors que les jeunes expriment un besoin d'avoir des espaces pour évoquer ces questions. Cela n'est

pas forcément possible dans toutes les sphères familiales car trop souvent ces sujets sont relégués dans la catégorie des sujets tabous. Que reste-t-il comme espaces pour les jeunes ?

Pourtant la vie affective et amoureuse établit le rapport aux autres dans la société. L'amitié par exemple est omniprésente dans de nombreux champs de la société. Elle est garante de la paix civile et amène la fraternité*. C'est une relation gratuite, volontaire et affective. Elle accroît la connaissance de soi et nous conduit à partager des actions et des pensées. Le « faire couple » est pour sa part, une préoccupation importante dès l'adolescence, tout comme l'entrée dans la vie amoureuse. Nous voulons nous permettre de nous interroger sur ces choix de vie, qu'ils se vivent seul ou à deux, entre personnes de même sexe ou non. Nous voulons aussi que la société respecte ces formes d'amour et qu'elle n'y porte pas de jugements de valeur.

La quête de sens spirituel ou religieux est une préoccupation de la personne et permet une relecture de sa vie et de son action, néanmoins, elle est trop fréquemment individualisée. Les espaces numériques défient les lois habituelles de la rencontre et de l'espace social. Il y a nécessité à éduquer à ces technologies dites « nouvelles » (TIC : Technologies de l'Information et de la Communication)* afin de permettre aux personnes de s'en émanciper plutôt que de les subir. Ces mêmes



technologies modifient les rapports sociaux, les relations des hommes entre eux et l'action collective.

Nous sommes dans un monde hyper connecté avec une omniprésence de l'instantané. Nous jouissons d'une libre circulation virtuelle, mais aussi d'une liberté de communication et ce à n'importe quelle heure du jour et de la nuit. On pourrait donc se dire que chacun est libre et en capacité de trouver des réponses aux questions qu'il se pose. Or, nous voyons du sens à aborder collectivement ces questions, à échanger ensemble.

Nous voulons permettre aux jeunes de mieux s'aimer eux-mêmes, leur permettre de réfléchir à leur bonheur, aux besoins qui fondent leur épanouissement, de s'interroger sur leur spiritualité, sur les raisons qui les poussent à vouloir parcourir le monde, sur leur foi, sur leur vie affective : ces éléments constituent pour nous des enjeux éminemment politiques. Nous sommes convaincus qu'en tant que Mouvement d'Éducation Populaire, porteur d'un projet éducatif, nous devons entendre ce besoin exprimé par les jeunes et leur permettre de vivre une expérience d'engagement émancipatrice qui les fait accéder à une véritable libération de l'Être.

Nous voulons qu'il existe au sein de la société de réels espaces de dialogue et d'échanges, et plus particulièrement au sein de l'Église pour douter, cheminer, questionner. Il est primordial de pouvoir débattre sur son parcours de

Foi, sur son cheminement, sur sa spiritualité et sa religion.

Nous voulons permettre aux jeunes de prendre du recul sur leurs relations aux autres, qu'elles soient par des canaux physiques ou virtuels.

Nous voulons permettre aux jeunes d'avoir des espaces de réflexions autour de leur projet de vie* et qui intègrent à cela les éléments liés au couple, à l'amitié et à la sexualité.

De même, nous voulons accompagner les jeunes dans leurs envies de voyager, de découvrir d'autres espaces par une prise en compte de l'interculturalité*. Nous voyons l'interculturalité comme une méthode d'action plus que comme une théorie. C'est prendre en compte l'interaction qui se vit avec l'autre, entre deux personnes ayant des schémas culturels différents. Cela passe donc par la reconnaissance de l'altérité et de la différence. Cette prise en compte ne va pas de soi et s'accompagne.

Accompagner les jeunes dans cette démarche c'est aussi prendre en compte pour nous que l'ouverture au monde ne se vit pas uniquement par le voyage. Découvrir l'autre, l'ailleurs peut se vivre du local à l'international. C'est aussi une manière de faire vivre la fraternité.

C'est ce regard sur le monde que nous posons aujourd'hui. Ce sont ces points que nous voulons mettre en exergue. Penser la transformation sociale, c'est en premier, prendre le temps de voir et de juger. Une fois ces constats posés, l'action peut émerger.



Notre méthode d'action : agir en mouvement d'éducation populaire

Au MRJC lorsque l'on se revendique d'être d'éducation populaire*, nous défendons un projet de société. L'éducation populaire n'est pas neutre, vide de sens ou uniquement technique. Elle est politique, elle offre une vision de la société où chaque personne a une place et un droit à la parole.

Chaque personne peut être actrice de sa vie et citoyenne à part entière, pas uniquement par le droit de vote, mais aussi par le droit de penser, d'apprendre, de transmettre, de proposer, de rêver, d'agir, de créer. Plus que des droits nous faisons de ces actes des devoirs ! L'éducation populaire est donc un moyen de faire coexister et grandir ensemble, par le biais du collectif, des personnes. Un moyen pour donner à chacun une place et une utilité dans la construction d'un idéal.

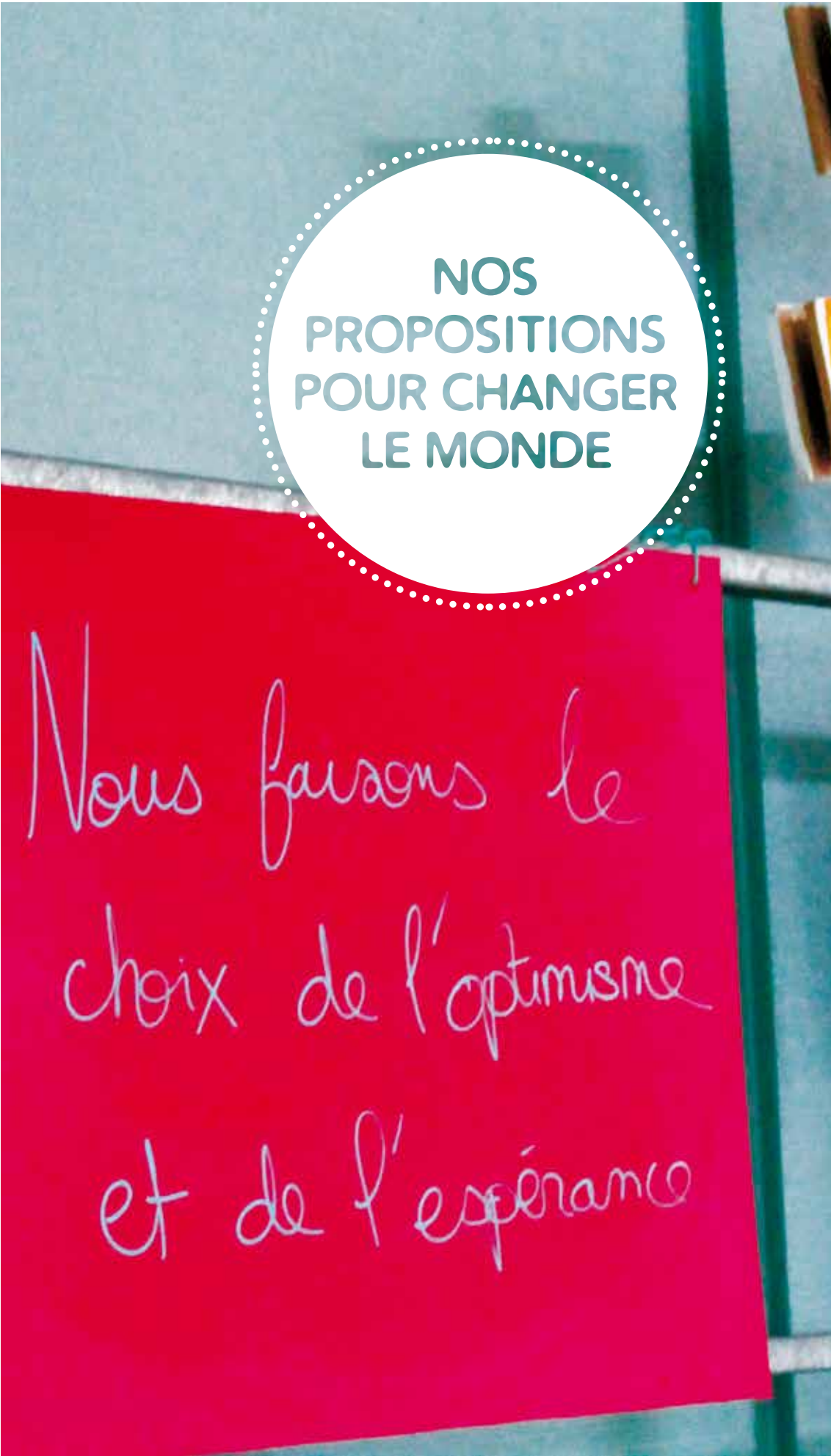
L'éducation populaire prend vie entre la réalité et le rêve, entre le souhaitable et le possible. C'est grâce au rêve, au collectif et au plaisir, que nous créons l'étincelle qui rend vivant notre pouvoir d'agir, et nous permet d'agir dans et sur la société. Le MRJC fait le pari de conscientiser les jeunes qui le composent mais aussi son environnement proche pour lui permettre d'agir. Le projet éducatif que nous portons n'est donc pas neutre, il est celui d'un mouvement de jeunes qui ancre son action en milieu rural. C'est sur cette base que s'incarnent notre contribution et les choix que nous faisons : agir au cœur des problématiques de notre société.

Nous voulons agir ici et maintenant. Nous situons notre action au cœur des rapports sociaux, notamment dans le champ économique et politique. Nous souhaitons permettre aux jeunes de mettre en place leurs actions au cœur de leurs espaces de vie. La dimension territoriale est indispensable car elle permet de prendre en compte des réalités humaines, économiques et environnementales. Cette dimension constitue une porte d'entrée sur le monde : voir ce qui est constitutif de son propre espace de vie permet ensuite de porter une appréciation plus globale des choses.

Nous réaffirmons les choix posés dans notre projet éducatif en 2007 et qui font encore sens et force pour nous : acquérir une conscience politique et un esprit critique, permettre à des jeunes de se forger leur propre rapport au monde, apporter analyses et formations, agir en coopération. C'est ainsi que nous voulons continuer à agir.

C'est avec ce « filtre » qu'il faut donc lire toutes les propositions d'action que nous faisons aujourd'hui. C'est au cœur de l'éducation populaire que nous agissons !

L'éducation populaire prend vie entre la réalité et le rêve, entre le souhaitable et le possible



NOS PROPOSITIONS POUR CHANGER LE MONDE

Nous faisons le
choix de l'optimisme
et de l'espoir

Le MRJC : un mouvement acteur éducatif dans une visée de transformation sociale

Acteur éducatif, le MRJC se place dans une démarche d'accompagnement des jeunes pour leur permettre de s'engager sereinement et dans la durée.

FORMER À LA RESPONSABILITÉ ASSOCIATIVE ET CITOYENNE

Nous affirmons que le cœur du mouvement, c'est de faire vivre des temps forts, des séjours, des temps d'équipes aux jeunes, mais aussi des temps de démocratie, d'échanges et de partage. Ces moments fondateurs et fédérateurs ont vocation à amener des prises de responsabilités selon les envies d'engagement de chaque jeune. L'engagement n'est pas quelque chose d'évident, mais chacun de nous en a la capacité. En ce sens, « l'appel* » permet d'inviter une personne à s'engager, de lui permettre de vivre une prise de responsabilité ; cela ne doit pas exclure la possibilité de s'engager spontanément. En tant que mouvement de jeunesse et d'éducation populaire, nous avons un devoir de former les jeunes à la responsabilité associative et citoyenne. Nous devons donc favoriser l'existence d'espaces qui permettent aux jeunes de s'engager, en facilitant la transmission entre responsables. Dans le même temps, ces espaces doivent leur garantir un réel accompagnement dans leur prise de responsabilité. De plus, cette prise de responsabilité mérite une meilleure reconnaissance, et ce quel que soit l'importance de l'engagement (monter un projet, être animateur

d'équipe, être salarié). Aussi, l'engagement est facteur de développement d'un esprit critique* et de discernement* qui nous aide à mieux nous saisir du monde qui nous entoure. Qu'il soit éphémère ou pluri-annuel, l'engagement fait grandir. Il est primordial que nous le valorisons. Nous voulons continuer de proposer des expériences d'engagements différentes dans le mouvement (ponctuel, annuel, de long terme...). Pour les responsables du mouvement nous affirmons que cet engagement doit se vivre dans la durée, dans une logique de parcours, cette idée de durée étant selon nous porteuse de sens.

ACCOMPAGNER ET FORMER LES JEUNES À L'INTER-CULTURALITÉ POUR MIEUX S'OUVRIRE SUR LE MONDE

Nous souhaitons donner aux jeunes la possibilité de parcourir le monde afin de mieux se l'approprier. Parcourir le monde, c'est prendre le temps pour aller à la rencontre de l'autre et de soi-même, pour vivre l'interculturalité. Parcourir le monde ne se résume pas à aller à l'autre bout du monde et peut se faire aussi



Le MRJC : un mouvement acteur du développement des territoires

Le MRJC est un mouvement acteur du développement des territoires. En effet, il souhaite proposer aux jeunes de s'investir dans leurs lieux de vie. C'est pour nous important que chacun prenne conscience de l'environnement qui l'entoure, et puisse agir en fonction des enjeux. Nous voyons trois axes prioritaires pour permettre le développement des territoires ruraux :

CONTRIBUER À L'ANIMATION ET AU DYNAMISME DES TERRITOIRES

Nous voulons des territoires ruraux accueillants, dynamiques et conviviaux. Pour cela nous encourageons à faire vivre des dynamiques de proximité, la création de lien social et favoriser les dynamiques intergénérationnelles. Nous voulons soutenir et accompagner les projets visant à promouvoir et à développer l'événementiel et la culture en milieu rural. Nous voulons permettre à des équipes de vivre la pédagogie du « Voir / Juger / Agir », afin d'être acteurs du développement local dans une visée de transformation sociale. Pour nous, organiser des événements est un moyen et non une fin en soi. Nous voulons permettre la création de lieux structurants pour les jeunes et les habitants du rural, des lieux vecteurs de lien social, d'expérimentation et d'innovation.

FORMER ET AGIR SUR LES QUESTIONS AGRICOLES

Nous voyons un enjeu à former un maximum de jeunes aux questions agricoles : comprendre les politiques agricoles, connaître le métier d'agriculteur et les enjeux d'hier et d'aujourd'hui. L'éducation populaire doit être au cœur de cette formation et les projets que mène le mouvement doivent permettre de créer du lien entre la société civile, le territoire et le monde agricole. Face à la baisse inquiétante du nombre d'agriculteurs, nous proposons de cibler ces actions sur l'accompa-

gnement des rêves et des projets d'installation agricole. Pour les plus jeunes, nous utilisons l'alimentation comme l'une des portes d'entrée vers le monde agricole. Nous souhaitons agir avec nos partenaires, nos proches, nos voisins pour redonner du sens à l'action collective. Cette formation, ces projets doivent permettre aux jeunes demain, de devenir les animateurs des associations, des coopératives et des syndicats agricoles. Nous réaffirmons ensemble que trois petites fermes valent mieux qu'une grande !

REPENSER ET RÉINVESTIR LA DÉMOCRATIE

Nous souhaitons promouvoir une société où le débat est au cœur des institutions : les collectivités territoriales, les associations, écoles, paroisses... Nous pensons qu'il est vital de réinvestir la démocratie à tous les échelons, en incitant les jeunes à s'investir dans les instances de décisions. Pour autant les espaces de démocratie ne se limitent pas aux institutions, ils peuvent être aussi de l'ordre des rencontres quotidiennes et d'indignations partagées. Nous voulons provoquer et animer des débats, localement, permettre un travail de proximité. Ceci sera rendu possible par l'accompagnement et la formation des jeunes pour leur permettre de se positionner politiquement de manière collective, et de développer leurs esprits critiques. C'est un moyen de faire vivre la citoyenneté de chaque personne dans ses différents lieux de vie.

bien physiquement que virtuellement. L'interculturalité se vit partout au quotidien, sur internet, dans les échanges ville-campagne, dans des séjours éducatifs. Cela nécessite de s'y éduquer, de s'y confronter. Nous souhaitons développer et valoriser des initiatives qui vont dans le sens de la solidarité internationale* et des initiatives « locales* » qui mettent en réseaux les acteurs du monde dans lequel on vit.

EDUQUER, FORMER AUX QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET VIVRE L'ÉCONOMIE

Former et sensibiliser aux questions économiques est un enjeu majeur si l'on souhaite replacer l'économie au service de l'humain et des territoires. Il est donc nécessaire de former les jeunes à la compréhension du fonctionnement économique et de ses problématiques actuelles. Et plus que cela, nous devons permettre la conscientisation, la formation et l'expérimentation d'autres approches et pratiques de l'économie. Nous souhaitons également affirmer et travailler sur notre rôle de consommateur comme agent à part entière de l'économie. Toute cette action de formation et de

Former et sensibiliser aux questions économiques est un enjeu majeur si l'on souhaite replacer l'économie au service de l'humain et des territoires

conscientisation doit permettre d'éclairer les choix de vie, notamment professionnels, que les jeunes sont et seront amenés à faire. Enfin, nous souhaitons affirmer que la gestion associative, notamment trésorière et partenariale, favorise un vécu quotidien des questions économiques et de leurs enjeux.

Le MRJC : un mouvement qui se dépêche de ralentir

**Ne pas agir, c'est ne pas exister.
Agir sans s'arrêter, c'est oublier de vivre.**

Levinas

Nous sommes convaincus que l'action de transformation sociale est totale quand elle permet l'émancipation à la fois personnelle et collective. Ainsi elle permet la libération de l'Être, c'est-à-dire : la libération de la personne dans son intégralité passant par une lutte contre ce qui conditionne son être et la déshumanise. Pour cela, il est pour nous nécessaire de prendre le temps de donner du sens à notre vie, quelle que soit sa forme, sa mise en œuvre.

Nous voulons questionner notre quotidien et nous positionner par rapport au monde qui nous entoure. De plus, notre société a besoin d'espaces et de moments pour prendre du recul, pour redonner du sens aux différents va-et-vient incessants. Elle souffre d'une trop grande mobilité quand celle-ci est synonyme d'activisme, de surabondance et de trop plein. Nous voulons remettre de la lenteur et des repères là où règnent la vitesse et l'instabilité.

SE QUESTIONNER SUR NOTRE RAPPORT AUX AUTRES

Afin de permettre à chacun de s'épanouir et de s'émanciper, il est primordial de pouvoir échanger sur la personne et l'interdépendance qu'elle a avec le collectif. C'est pourquoi nous voulons proposer des espaces d'apprentissage de la coopération*. Et nous voulons aussi permettre des espaces de réflexions et d'échanges sur l'amitié, la sexualité, la vie affective, l'ac-

tion collective, etc. par le biais notamment, de temps de relecture*. Prendre du recul sur notre rapport aux autres, c'est aussi à penser dans le quotidien. C'est prendre en compte l'autre au bout du monde mais aussi l'autre qui habite juste à côté de chez soi. Cette réflexion autour de l'altérité permet alors de développer le propre rapport qu'on a envers soi-même.

SE QUESTIONNER SUR NOTRE RAPPORT À LA SPIRITUALITÉ

Nous voulons permettre à chacun à travers la spiritualité de savoir qui il est, d'où il vient et où il va. Cela permet de faire société autrement en remettant la personne au cœur de toutes choses. Nous proposons une approche collective de la spiritualité, non pas en proposant une façon collective de penser mais en créant des espaces à chacun pour forger sa propre spiritualité. Nous souhaitons proposer des outils et des espaces de réflexions pour vivre et expérimenter des moments spirituels



**Prendre du recul sur notre rapport aux autres,
c'est aussi à penser au quotidien**

afin d'avancer sur nos chemins de vie quels que soient nos bagages religieux. C'est alors permettre de prendre le temps pour une prise de conscience de nos actes et avancer dans nos réflexions. Nous ne voulons pas cloisonner la spiritualité et la foi chrétienne* chacune de leur côté : nous voulons que ces réflexions s'alimentent l'une l'autre et s'enrichissent.

SE QUESTIONNER SUR NOTRE RAPPORT À L'ÉVANGILE

Nous voulons permettre à ceux qui le souhaitent de vivre et de découvrir le message de l'Évangile, qui est pour nous un message d'Amour et de partage qui permet de donner des clés de lecture du monde. Nous voulons avoir des espaces pour douter et nous questionner car nous ne voulons pas aborder la foi

comme une vérité ascendante et figée. Nous voulons prendre le temps de vivre notre foi (en camp, au quotidien), nous voulons croire (être porteurs d'optimisme et d'espérance), nous voulons célébrer. Nous ne voulons pas imposer une manière de penser mais nous voulons vivre l'ouverture et le dialogue pour nous faire grandir les uns les autres. Nous nous permettons ainsi de mieux comprendre l'autre et à mettre des mots sur ce qu'il vit, qu'elle que soit ses croyances, ses convictions, sa religion.

Pour nous, cette prise de recul se vit par l'outil de relecture. Celle-ci qu'elle soit chrétienne ou non, se vit de façon personnelle et collective. Elle est pour nous un outil clé pour la prise de recul et pour nous permettre de poser du sens. Elle nous permet de faire le bilan de ce qui s'est vécu et de voir les étroites relations entre les différentes composantes de la libération de la personne.



ACTION COLLECTIVE

Action commune portée par un groupe de personnes afin d'atteindre des objectifs communs dans un environnement situé et qui dépasse la simple somme d'actions individuelles.

ALIÉNATION

Fait d'être contraint dans ses mouvements et sa pensée du fait de conditions extérieures (institutions, travail, médias, personnes...) et qui entrave par conséquent la liberté des hommes et des femmes, qui déshumanise le rapport entre les personnes. Dans le travail, elle peut se traduire par la répétition de manière subie d'une même activité.

APPEL

Être appelé, c'est être invité par ses pairs à vivre une expérience émancipatrice d'engagement. Au MRJC, au-delà de l'appel à la prise de responsabilité c'est aussi un « appel du projet » du mouvement, à vivre sa mise en œuvre et à sa conduite.

BIEN COMMUN

Ensemble de valeurs qui définit une visée pour la société, qui va au-delà de l'intérêt général et de la somme négociée des intérêts particuliers et des rapports de force qui y sont liés.

CAPITALISME

Système économique actuel qui repose sur la capacité du détenteur du capital à créer de la richesse en utilisant le capital et le travail. La répartition de cette richesse est l'objet d'une lutte entre le capital et le travail.

CATHOLIQUE

Du Grec « Universel ». L'Église catholique veut continuer l'action de Jésus Christ dans le monde de manière unie et universelle. Paradoxalement des scissions sont apparues dans l'Histoire, aujourd'hui on parle des catholiques comme des chrétiens qui sont en lien les uns avec les autres, unifiés par le Pape.

CHRÉTIEN

Être chrétien c'est croire que Jésus est le Messie, croire et partager son message d'amour. C'est croire qu'une autre relation est possible entre les humains. Il existe plusieurs courants dans la religion chrétienne : les catholiques, les orthodoxes et les Églises « protestantes », mais ce qui les unis, Jésus Christ, est plus fort que ce qui les sépare.

CONTRE-POUVOIR

Ensemble des organisations qui questionnent, remettent en cause, font vivre le débat, agissent en complément et en opposition du pouvoir en place.

COOPÉRATION

État d'esprit et modes d'actions non conflictuels et non concurrentiels grâce auxquels un groupe de personnes cherchent à analyser ensemble les situations et collaborent pour parvenir à des fins communes.

DÉMOCRATIE

« C'est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Doctrine politique selon laquelle la souveraineté doit être partagée entre chacun et dont chacun est garant. La démocratie ne se limite donc pas aux institutions étatiques.

DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE

La souveraineté des citoyens s'exprime par l'intermédiaire de personnes ou groupes de personnes mandatées pour incarner la volonté générale.

DISCERNEMENT

Capacité à comprendre et à juger les choses en conscience et par soi-même.

ÉCOLOGIE

Mouvement de pensées qui prône la prise en compte et le respect des milieux naturels et des interactions entre les êtres vivants qui l'habitent.

ÉCONOMIE

L'économie est l'ensemble des processus de production, de consommation, de distribution et d'échange de biens et de service.

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Économie qui s'appuie sur la coopération, le partage et l'action collective. Elle place la personne au centre du développement économique et social. L'éthique de l'ESS est traditionnellement définie par :

- > La finalité de service à la collectivité ou aux membres plutôt qu'à la finalité de profit,
- > L'autonomie de gestion,
- > La gestion démocratique et participative,
- > La primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus,
- > Un ancrage territorial et/ ou sectoriel.

ÉDUCATION POPULAIRE

« L'ensemble des pratiques éducatives et culturelles qui œuvrent à la transformation sociale et politique, travaillent à l'émancipation des individus et du peuple, et augmentent leur puissance démocratique d'agir »
(Déf. Christian Maurel dans *Éducation Populaire et Puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*. 2010)

ÉGALITÉ

Distribution de la même chose (droits, devoirs, moyens, valeurs, etc...) pour tous. On part du postulat que les relations entre deux choses ne présentent aucune différence de grandeur ni de qualité.

ÉGLISE

C'est l'ensemble de ceux qui ont décidé, hommes et femmes, de se mettre dans les pas de Jésus. C'est donc se mettre en cheminement d'ouverture, de questionnement spirituel et qui ne se finit jamais.

ÉQUITÉ

Distribution des choses (droits, devoirs, moyens, valeurs, etc...) en fonction des réalités, des besoins et des ressources possédées initialement par la personne ou le territoire.

ESPRIT CRITIQUE

C'est la remise en question des opinions et de leurs arguments, de la représentation du réel, de la source émettrice afin de porter son propre jugement et de faire ses propres choix.

FAIT ASSOCIATIF

Existence d'une multiplicité d'associations dont certaines jouent un rôle primordiale dans l'action de transformation sociale. Cadre juridique particulier au système français (loi 1901) permettant la structuration de l'action collective en dehors des institutions étatiques ou marchandes.

FRATERNITÉ

Lien qui établit une dimension affective dans la relation entre les hommes et les femmes et qui a pour fondement le respect de la personne humaine. Il est lié au sentiment d'appartenance à la même espèce, l'humanité, ce qui porte une dimension universelle.

GLOCAL

Articulation entre les dimensions locales et globales qui permet une action localisée avec une prise en compte des enjeux globaux.

INSTITUTION

Structure sociale codifiée par des lois ou des coutumes stabilisées dans le temps (État, Église, École...)

INTERCULTURALITÉ

C'est prendre en compte l'interaction qui se vit avec l'autre, entre deux personnes ayant des schémas culturels différents : intergénérationnel, international, rapports ville-campagne... Cela passe donc par la reconnaissance de l'altérité et de la différence.

INTÉRÊT GÉNÉRAL

Finalité supérieure aux intérêts individuels.

JEUNESSE

Période à la fois non linéaire et subjective de la vie, qui n'a pas toujours été et qui ne sera peut-être pas toujours, qui s'étalerait de l'adolescence à l'indépendance (en terme de logement, d'emploi, d'indépendance financière, de situation affective...), correspondant au passage du formatif au productif.

MÉTROPOLISATION

Processus de développement et de renforcement des métropoles (grandes villes). Il se traduit par une concentration humaine, économique, financière, industrielle... dans des métropoles de taille de plus en plus grande.

POLITIQUE

Capacité à imaginer le monde de demain, à interpréter le passé, et à s'organiser en société pour agir/intervenir aujourd'hui. Nous ne réduisons pas LE politique à la LA politique entendu comme jeu institutionnel et partisan.

PROJET DE VIE

Projet prenant en compte les aspirations de la personne en lien avec son bien-être personnel, sa dimension familiale et affective, son cadre de vie et ses choix de modes de vie et qui contribue à son émancipation et son épanouissement.

RAPPORTS SOCIAUX

Ensemble des relations et interactions qu'entretiennent les groupes sociaux, structurant une société, dépassant le simple « lien social » interpersonnel.

RELECTURE

Démarche visant à prendre du recul individuellement sur sa vie, et/ou collectivement sur un projet. Cela peut servir de point d'étape, en tant que moyen, pour comprendre l'impact de nos actions, de notre engagement.

RURAL (MILIEU RURAL ET ESPACE RURAL)

C'est un espace géographique, social et économique. Un espace géographique par la densité du bâti et de population peu élevée, composée de vastes étendues et de diversités de paysages qui amènent une dimension environnementale qui lui est propre. Un espace social qui comprend une offre de service, une spécificité dans le Vivre ensemble, la sociabilisation et le lien social. Un espace économique principalement par les fonctions agricoles, artisanales et de production.

SÉCURISATION DES PARCOURS

Création d'un cadre sécurisant et de confiance pour accompagner les jeunes dans leurs parcours d'autonomie et d'insertion socio-professionnelle.

SERVICE PUBLIC

Ensemble des activités présentant un caractère essentiel pour permettre à chaque personne de subvenir à ses besoins. Elles se doivent d'être accessibles à tous dans les meilleures conditions.

SOLIDARITE (INTERNATIONALE)

Relation entre personnes ou groupes de personnes créant une obligation morale des uns envers les autres ayant pour fin de servir au mieux les intérêts de chacun. La solidarité internationale, c'est prendre en compte la réalité des inégalités à l'échelle internationale en en comprenant les causes et agir pour les combattre.

SPIRITUALITÉ

La spiritualité est un cheminement intérieur et personnel de l'ordre d'une recherche, d'une quête de sens qui se travaille, se nourrit. Elle déborde l'Homme, le dépasse, en ce sens, elle dépasse aussi les traditions religieuses et peut être indépendante de tout dogme.

TERRITOIRE

Espace géographique partageant des enjeux et éléments d'identité, sociaux, culturels et économiques communs.

TIC (Technologies de l'Information et de la Communication)

Ensemble des techniques de l'informatique, de l'audiovisuel, du multimédia, de l'internet et des télécommunications permettant aux personnes de communiquer, accéder à l'information, la produire et la transmettre sous toutes ses formes.

TRANSFORMATION SOCIALE

Dynamique visant à obtenir un changement des comportements personnels et collectifs et des structures (politiques, sociales, économiques, et culturelles) aux différents niveaux de l'action (local, régional, national, international).

TRANSITION

Passage, transformation progressive d'un état à un autre.

TRAVAIL/EMPLOI

Le Travail c'est le fait de réaliser une activité productive. En soi, toute activité peut être un travail. Une personne qui fait le ménage chez soi réalise un travail. Le travail n'a pas forcément le statut d'emploi. Il y a emploi à partir du moment où l'on donne une valeur monétaire au travail et on le rémunère.

URBANISATION

Favorisation du développement des villes par la transformation de l'espace rural en espace urbain.

VALEURS DE LUTTE

Ensemble de valeurs en confrontation avec celles imposées par le système. Rompre avec l'idée qu'il y a des valeurs définies et définitives. Affronter l'idée qu'il y existe un ordre naturel des choses.

VIVRE ENSEMBLE

Environnement de confiance et de co-construction favorable à l'émergence d'actions et de projets menés pour et par la population dans un souci d'harmonie collective.



Directeur de la publication : Simon BESNARD
Coordination : Marie HERRAULT
Crédits photos : MRJC
Conception graphique : Stéphanie YVERNEAU-BRAHY
Impression : SOCOSPRINT imprimeurs



**MOUVEMENT RURAL DE
JEUNESSE CHRÉTIENNE**

53 RUE DES RENAUTES
75017 PARIS • 01 42 27 74 18
MRJC@MRJC.ORG • WWW.MRJC.ORG
FACEBOOK • MRJC JEUNES RURAUX
TWITTER • @MRJC_COM